

L'atelier sur le cadre d'évaluation des capacités organisationnelles de la Fondation nationale pour l'inclusion sociale pour les ONG s'ouvre



L'Attorney General préside une séance de travail avec la délégation ministérielle de la République des Fidji

Page 3

En Pologne

La «loi sur l'ingérence Russe» fait craindre pour l'indépendance des prochaines élections



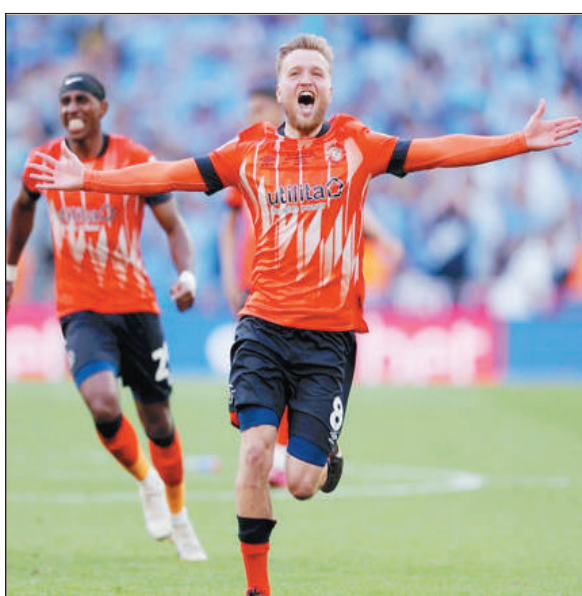
En France, l'opposition veut relancer le bras de fer autour des retraites



L'âpre bataille sur la dette se déplace au Congrès

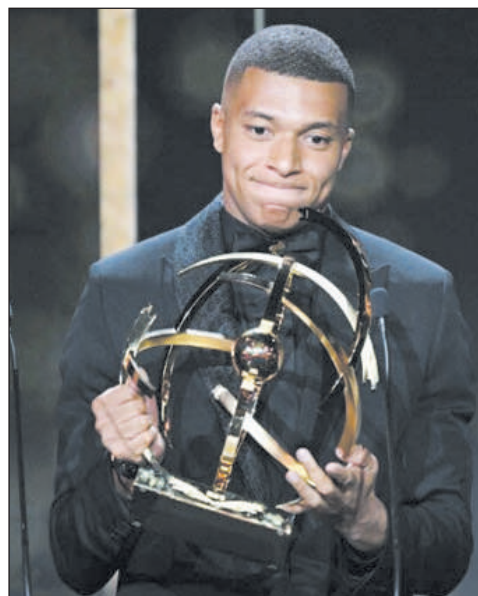


Foot News



Premier League: Le stade totalement archaïque de Luton Town, qui va retrouver l'élite la saison prochaine

Page 8



Trophées UNFP: Mbappé pour la 4e fois, Samba, Delphine Cascarino et l'entraîneur Franck Haise

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 Serial: Rich Man, Poor Man
07.15 Serial: Absentia
08.05 Serial: Chicago Med
08.50 The Baker And The Beauty
09.35 Le Chemin Du Destin
09.54 A Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.50 Tele: Marimar
12.00 Le Journal

12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Missing Bride
13.40 L'Envers Du Paradis
14.10 L'incroyable Hulk
15.21 Film: Baby Driver
17.15 The Gardener's Daughter
18.00 Live: Samachar
18.30 Waggle Ki Duniya
18.56 Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.30 Film: Sweetiee Weds Nri
Stars: Himansh Kohli, Zoya Afroz, Darshan Jariwala



07.13 Local: Toc Toc Doc
09.30 Local: Come On Let's Dance
11.10 Local: Les Klips
12.00 Local: Rodrig Spor
12.30 Local: Saver Kil Tirel
12.51 Local: Toc Toc Doc
13.11 Local: En Forme
13.36 Local: Agir Ensemble
14.02 Rodrig-Klip Seleksion
15.48 Come On Let's Dance

16.49 Local: Aktiv
17.05 Local: Radio Vision
18.00 L'Envers Du Paradis
18.31 A Que No Me Dejas
19.20 Le Magazine De L'Emploi
19.30 Local: Li Bon Ou Konnin
19.48 Local: Les Grandes Lignes
20.30 Meshiagare, Bon Appetit!
20.45 Local: Evasion
23.00 Le Journal
23.20 Local: An Eta Dalert



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.04 Mag: Tirh Yatra
08.27 Local: Kala
08.53 Local: Anjoria
09.19 Local: Virasat
09.34 Local: Gyan Vigyan
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki
11.27 Radha Krishna
12.00 Film: Jis Desh Mein Ganga

Behti Hai
Starring: Padmini Raj, Kapoor Pran
15.30 Serial: Badki Malkaain
16.00 Serial: Agniphera
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Amrit Vaani
19.06 Local: Swami Dayanand
19.32 Local: Akshay Dhaara
20.06 Local: Hunarbaaz
20.31 Serial: Surya Puran
21.37 Serial: Jag Jaanani Maa



06.03 Mag: Motorweek
09.25 Doc: Smoothie Mania
09.54 Doc: Nepal: Snowland
10.37 Doc: Riding The Rails...
11.22 Doc: Foodland
11.51 Mag: Vous Et Nous
12.20 Doc: World Heritage
13.28 Doc: Secrets Des Plantes
14.28 Mag: Close Up

15.04 D.Anime: Les Blagues De...
15.22 Splash And Bubbles
15.33 D.Anime: Best Furry Friends
15.42 D.Anime: Shezow
16.10 D.Anime: The Adventures Of
16.39 D.Anime: Mondo Yan
17.10 Mag: Lab 360
17.29 Mag: National Anthem
17.35 Mag: Healthy Living
17.57 Doc: Foodland
18.30 Mag: Eco India
18.42 Mag: Carnet De Sante



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.21 Film: Welcome
Stars: Akshay Kumar, Katrina Kaif, Nana Patekar, Anil Kapoor
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke

Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.02 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Lttefaq Sey
22.59 Patiala Babes
23.30 Film: Welcome
Stars: Akshay Kumar, Katrina Kaif, Nana Patekar, Anil Kapoor

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Webseite: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Espagne: De fortes intempéries après des mois sans pluie provoquent des inondations

Certains axes routiers ont été coupés à Madrid lundi soir. Le métro de la capitale espagnole a également été impacté. L'épisode pluvieux devrait se poursuivre au cours des prochains jours.

Une partie de l'Espagne est placée mardi en alerte météorologique en raison d'un important épisode pluvieux touchant la péninsule ibérique, où des trombes d'eau ont provoqué ces derniers jours des inondations ponctuelles après des mois de sécheresse.

Pluies trop tardives face à la sécheresse

Ces fortes pluies, trop tardives selon les spécialistes pour résoudre le grave déficit hydrologique dont souffre l'Espagne, ont notamment touché les régions du sud-est, dont les provinces d'Almeria et d'Alicante, avec de nombreux orages enregistrés au cours du week-end.

Des pluies torrentielles se sont également abattues sur Madrid, en particulier lundi soir, entraînant la coupure de certains axes routiers et des retards sur plusieurs lignes de métro, affectées par endroits par d'impressionnantes infiltrations d'eau.

Selon l'Agence météorologique espagnole (Aemet), qui a maintenu mardi une partie du territoire en vigilance jaune ou orange en raison notamment d'un risque de grêle, d'orages et de violents coups de vent, cet épisode pluvieux devrait se poursuivre au cours des prochains jours.

Cela devrait permettre une "contribution positive importante au déficit pluviométrique" dont souffre depuis



des mois l'Espagne, touchée par une sécheresse historique, avec de graves conséquences pour l'ensemble de son important secteur agricole.

Chaleur et sécheresse historique en avril

Selon les spécialistes, ces pluies torrentielles - qui ont tendance à ruisseler au lieu de s'infiltrer dans le sol - sont néanmoins insuffisantes et trop tardives pour mettre un terme au déficit dont souffrent les nappes phréatiques et les réservoirs d'eau du pays.

D'après le ministère espagnol de la Transition écologique, ces réservoirs ont vu leur niveau chuter durant la dernière semaine de mai à 47,5% de leur capacité, contre 47,7% la semaine précédente, soit près de 20 points de moins que la moyenne des

dix dernières années à cette époque de l'année (68,1%).

Selon l'Aemet, l'Espagne a connu en avril le mois le plus chaud et le plus sec depuis le début des relevés météorologiques dans le pays. Cette vague de chaleur a fait suite à plusieurs mois de sécheresse, après une année 2022 considérée comme la plus chaude de l'histoire récente de l'Espagne.

Cette situation a poussé le gouvernement à annoncer mi-mai un plan d'urgence de plus de deux milliards d'euros, destiné principalement au secteur agricole - le manque d'eau ayant poussé de nombreux exploitants à renoncer aux semis de printemps, notamment de céréales et d'oléagineux.

Des experts alertent sur les menaces d'«extinction» pour l'humanité liées à l'IA

Un groupe de chefs d'entreprise et d'experts, dont Sam Altman, le créateur de ChatGPT, ont averti mardi dans une déclaration en ligne des menaces d'« extinction » pour l'humanité posées par l'essor de l'intelligence artificielle (IA).

La lutte contre les risques liés à l'IA devrait être « une priorité mondiale au même titre que d'autres risques à l'échelle de la société, tels que les pandémies et les guerres nucléaires », ont écrit les signataires sur le site Internet du Center for AI Safety, une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis.

Geoffrey Hinton, considéré comme l'un des pères fondateurs de l'intelligence artificielle (IA) et également signataire de la tribune, avait déjà mis en garde contre ses dangers en quittant début mai son poste au sein du géant



Google.

Les avancées dans le secteur de l'IA induisent « de profonds risques pour la société et l'humanité », avait-il estimé dans le New York Times.

En mars, le milliardaire Elon Musk — un des fondateurs d'OpenAI dont il a ensuite quitté le conseil d'administration — et des centaines d'experts mondiaux avaient réclamé une pause de six mois dans la recherche sur les IA puissantes, en évoquant « des

risques majeurs pour l'humanité ».

Le déploiement à toute vitesse d'une intelligence artificielle de plus en plus « générale », dotée de capacités cognitives humaines et donc susceptibles de bouleverser de nombreux métiers, a été symbolisée par le lancement en mars par OpenAI de GPT-4, une nouvelle version plus puissante de ChatGPT, ouvert au grand public fin 2022.

L'Américain Sam Altman multiplie régulièrement les mises en garde, craignant que l'IA ne « cause de graves dommages au monde », en manipulant des élections ou en chamboulant le marché du travail. La semaine dernière à Paris, il a discuté avec le président Emmanuel Macron de la manière de trouver « le juste équilibre entre protection et impact positif » de cette technologie.

Neuf personnes blessées par balles près d'une plage à Hollywood

Neuf personnes ont été blessées lundi soir lorsque des coups de feu ont retenti le long d'une promenade à Hollywood, en Floride, poussant les gens à courir frénétiquement pour se mettre à l'abri le long de la plage bondée pour Memorial Day.

Plusieurs des victimes ont été transportées dans un hôpital pour enfants, a déclaré Deanna Bettineschi, porte-parole de la police. Toutefois, les autorités n'ont pas encore communiqué l'âge des victimes ni fourni de détails sur leur

état de santé.

L'enquête préliminaire montre qu'une altercation entre deux groupes a donné lieu à des coups de feu, a indiqué la police. Une personne a été arrêtée et un autre suspect est toujours recherché.

Des vidéos postées sur Twitter lundi soir montrent des équipes médicales d'urgence en train d'intervenir et d'apporter de l'aide à de nombreux blessés.

La police a déclaré qu'il y aurait une forte présence policière pendant que l'enquête se poursuit. Les autorités ont également mis en place une zone pour permettre aux membres des familles de se réunir.

Hollywood Beach est une destination balnéaire populaire à environ 17 kilomètres au sud de Fort Lauderdale et à 32 kilomètres au nord de Miami.

L'Attorney General préside une séance de travail avec la délégation ministérielle de la République des Fidji

L'Attorney General, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, a présidé, à Port Louis, une séance de travail avec une délégation ministérielle de la République des Fidji, conduite par le ministre des Affaires multi-ethniques et du Sucre Industrie des Fidji, M. Charan Jeath Singh.

Le ministre Charan Jeath Singh est en visite officielle à Maurice jusqu'au 02 juin 2023 pour discuter de questions artistiques, culturelles et liées au sucre avec les parties prenantes concernées.

Dans une déclaration après la réunion, l'Attorney General a déclaré qu'en tant que petits États insulaires, Maurice et Fidji partagent de nombreuses similitudes en termes d'histoire et de patrimoine culturel.

Les discussions avec le ministre, a-t-il indiqué, ont porté sur le développement de la filière sucrière et agro-industrielle ; les stratégies adoptées par l'industrie sucrière pour surmonter les défis, notamment l'expiration du prix préférentiel de l'Union européenne pour le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; l'avenir de l'industrie sucrière ; et le développement de la valeur ajoutée et de la recherche et des développements.

Les deux pays, a-t-il souligné, peuvent avoir des échanges sur des questions rela-



tives à l'industrie sucrière telles que le partage d'expertise, les formations, les programmes et les subventions pour établir les meilleures pratiques et pour que l'industrie prospère. Il a également insisté sur la nécessité pour les petits États insulaires d'unir leurs forces pour mieux se représenter dans les instances internationales.

Quant au ministre Charan Jeath Singh, il a déclaré que le but principal de sa visite

est d'apprendre comment Maurice modernise son industrie sucrière. Il a souligné que Maurice et la République des Fidji ont une industrie sucrière locale et partagent des domaines d'intérêt mutuel, et peuvent donc partager leurs expériences et apprendre les uns des autres.

Il a également observé qu'au fil des ans, l'industrie sucrière a été confrontée à plusieurs défis, ajoutant que la production

de sucre a connu une baisse significative. La République des Fidji se réjouit de travailler en collaboration avec Maurice dans l'intérêt commun des deux pays, a-t-il souligné.

Parcours professionnel de M. Charan Jeath Singh

M. Charan Jeath Singh est de Labasa, Fidji. Il a fréquenté la All Saints School et le Labasa College avant de suivre une formation de pilote professionnel à la Ardmore Flying School en Nouvelle-Zélande. Il a travaillé comme pilote pour Air Pacific et Air Fiji de 1982 à 1987, avant de créer sa propre entreprise. M. Singh est le fondateur du groupe de sociétés Charan Jeath Singh, qui possède des entreprises opérant dans l'ensemble des Fidji. M. Singh a également fondé South Pacific Waste Recyclers, la première et unique usine de recyclage de papier dans le Pacifique Sud.

Il a été élu maire de Labasa de 1993 à 1999 et de 2000 à 2003. Il a été député de 1994 à 1999. M. Singh est juge de paix depuis 1992 et commissaire aux serments depuis 2009 et a été nommé ministre de Affaires multiethniques et industrie sucrière le 24 décembre 2022.

L'atelier sur le cadre d'évaluation des capacités organisationnelles de la Fondation nationale pour l'inclusion sociale pour les ONG s'ouvre



Un atelier portant sur le Cadre d'évaluation des capacités organisationnelles de la Fondation nationale pour l'inclusion sociale (CNPS) des organisations non gouvernementales (ONG), s'est ouvert en présence de la ministre de l'Intégration sociale, de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, Mme Fazila Jeewa-Daureeawoo, au Hennessy Park Hotel à Ebène.

L'événement a regroupé environ 200 ONG et a pour objectif de familiariser les travailleurs sociaux aux principes et lignes directrices du cadre d'évaluation des capacités. Trois retraités du personnel d'ONG ont également reçu des prix en reconnaissance de leur contribution au travail social.

Dans son allocution, la ministre Jeewa-Daureeawoo a réitéré que le gouvernement fait de son mieux pour mettre en œuvre de nouvelles politiques et décisions pour le bien-être de la population avec le soutien des ONG, qui selon elle, sont des partenaires précieux. Elle a souligné la nécessité de renforcer la coopération public-privé avec la société civile et les ONG pour améliorer la qualité de vie des plus vulnérables. « Il est temps de

professionnaliser le secteur des ONG en investissant dans des programmes de renforcement des capacités et en fournissant des cadres concrets pour plus de transparence et de responsabilité », a déclaré le ministre.

Le gouvernement, a-t-elle souligné, s'emploie à trouver le juste équilibre entre le développement économique et le bien-être social. Elle a observé que la gamme des prestations de sécurité sociale allouées pour aider les familles dans le besoin a augmenté à quelque Rs 46 milliards contre Rs 18 milliards en 2014. Cela, a-t-elle dit, démontre l'engagement du gouvernement à placer l'humanité et la solidarité au centre de sa stratégie pour répondre aux besoins des plus vulnérables.

Mme Jeewa-Daureeawoo a ensuite évoqué la nécessité de soutenir le développement des capacités des travailleurs sociaux. En ce qui concerne le cadre d'évaluation, elle a indiqué qu'il a été élaboré par la CNPS avec l'aide de l'Université de Maurice et servira d'outil d'auto-évaluation pour analyser les capacités des organisations et identifier les principaux domaines d'amélioration.

Elle a également mentionné que le

programme de reconnaissance unique a été introduit dans le budget précédent pour les membres retraités du personnel des ONG afin de valoriser leur contribution significative aux œuvres sociales. À cette fin, elle s'est dite convaincue que le programme motivera le personnel des ONG à poursuivre leur carrière dans le secteur et a exhorté davantage de jeunes à embrasser le travail social.

Egalement présent à l'événement, le Président de la CNPS, M. Medavy Pillay Munien, s'est appesanti sur le fonctionnement de la CNPS et a souligné l'importance d'avoir un cadre opérationnel pour plus de transparence et de redevabilité dans les activités sociales.

Il a informé que la plupart des ONG se conforment aux cadres, mais a ajouté que certaines rencontrent encore des problèmes pour adopter les principes et valeurs de base. Le cadre d'évaluation, a-t-il dit, permettra de mieux guider les travailleurs sociaux dans leurs activités et les ententes contractuelles de financement. M. Munien a observé que l'atelier contribuera à professionnaliser le secteur des ONG et favorisera un partenariat public-privé plus fort avec les ONG.



Le Coordonnateur Résident des Nations Unies rencontre la ministre Koonjoo-Shah

La coordonnatrice résidente des Nations Unies (ONU) pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Simrique Singh, a rendu visite à la ministre de l'Égalité du genre et du Bien-être familial, Mme Kalpana Devi Koonjoo-Shah, à la Newton Tower à Port Louis. La Représentante du Fonds des Nations Unies pour la Population, Mme Priscilla Li Ying était également présente à cette occasion.

Au cours de la réunion, la ministre Koonjoo-Shah a rappelé que son ministère avait entrepris une étude pour déterminer les progrès réalisés par les femmes entrepreneurs à Maurice et déterminer ce qui peut être fait pour les autonomiser davantage. Elle s'est appesantie sur le projet de loi sur l'égalité des sexes et a souligné que des consultations approfondies sont en cours avec diverses parties prenantes.

Elle a également souligné que Rodrigues est incluse dans tous les efforts de son ministère en ce qui concerne les femmes et a souligné la collaboration croissante entre Maurice et Rodrigues.

Quant à la Coordonnatrice résidente des Nations Unies, elle a assuré que son organisation continuera de collaborer avec le ministère de l'égalité du genre et du bien-être familial afin d'autonomiser davantage les femmes à Maurice et à Rodrigues. Elle a également insisté sur la nécessité d'investir davantage en ce qui concerne certaines familles.

Pour sa part, Mme Li Ying a informé que le Fonds des Nations Unies pour la population soutiendra davantage le ministère de l'égalité du genre et du bien-être familial et a indiqué que l'accent devrait être mis sur les droits et les avantages des femmes.

En Pologne

La «loi sur l'ingérence Russe» fait craindre pour l'indépendance des prochaines élections

La Commission européenne et les États-Unis ont fait part de leur inquiétude vis-à-vis d'une commission d'enquête sur l'influence russe qui pourrait priver du pouvoir des responsables de l'opposition en Pologne.

Les Occidentaux se disent "particulièrement préoccupés". Le commissaire européen à la Justice, Didier Reynders, a ainsi dénoncé ce mardi "l'adoption d'une nouvelle loi en Pologne sur un comité spécial qui permettrait (...) de priver de leur droit d'être titulaire d'une fonction électorale des citoyens sans qu'il n'y ait de recours en justice possible".

Une déclaration qui intervient au lendemain de l'adoption par Varsovie d'une loi signant la création d'une commission sur l'influence russe. De quoi inquiéter la communauté internationale.

Composée de neuf membres choisis par une chambre basse dominée par le camp nationaliste populiste au pouvoir, la commission pourra décider si les responsables politiques du pays, ou toute autre personne, ont succombé ou non à l'influence russe dans les années 2007-2022. Si c'est le cas, ils pourront les condamner, sans contrôle effectif de la justice, alertent les observateurs.

La personne jugée coupable pourra être interdite d'occuper des postes publics liés à l'accès aux finances publiques et aux informations classifiées, et ce pendant dix ans.

Il a souligné que la Commission européenne "n'hésitera pas à prendre des initiatives si la loi est effectivement en

vigueur et pose ce type de problème".

Les États-Unis se disent "préoccupés" par une loi "qui pourrait être utilisée de manière abusive pour interférer avec les élections libres et équitables en Pologne" à l'automne, selon un communiqué du département d'État lundi soir. Washington partage "les préoccupations exprimées par de nombreux observateurs, selon lesquelles cette loi (...) pourrait être utilisée pour bloquer les candidatures des hommes politiques de l'opposition sans procédure régulière". Varsovie a rejeté ces accusations.

Les critiques ne viennent pas que des pays occidentaux. En effet, l'entité a été qualifiée d'"anticonstitutionnelle" et "stalinienne" par l'opposition et nombre de juristes, à quelques mois des élections législatives de l'automne.

Selon le pouvoir populiste polonais, une telle Commission est indispensable pour éliminer l'influence russe en Pologne, allié fidèle de l'Ukraine attaquée par Moscou.

Dans un communiqué publié mardi, le ministère polonais des Affaires étrangères a souligné "avec force que l'élaboration de ces dispositions relève de la compétence souveraine du Parlement polonais", tout en se disant prêt à expliquer aux alliés de la Pologne "des surinterprétations et des doutes" concernant la loi. Il a assuré que la commission procédera "selon le principe de la vérité objective, en analysant toutes les preuves disponibles".

Selon le ministère, les travaux de la commission ne limiteraient pas "la capacité des électeurs à voter pour leurs candidats lors des élections", alors que la loi prévoit



"un recours devant un tribunal administratif dans le cadre d'une procédure à deux instances", mesure purement symbolique selon l'opposition et les juristes.

L'opposition qualifie le texte de "lex Tusk" (loi Tusk) du nom du chef de la principale formation de l'opposition centriste Plateforme civique (PO), Donald Tusk, ancien Premier ministre polonais dans les années 2007-2014 puis président du Conseil européen, bête noire du pouvoir en place.

Selon elle, la loi est destinée à compromettre les adversaires du pouvoir en place et empêcher Donald Tusk de remporter le scrutin d'automne.

Dans son communiqué, le département d'État a également appelé "le gouvernement polonais à garantir que cette loi n'empêche pas les électeurs de voter pour le

candidat de leur choix et qu'elle ne soit pas invoquée ou utilisée de manière abusive de manière à affecter la légitimité perçue des élections".

La Commission européenne reproche depuis longtemps à la Pologne et au parti conservateur nationaliste au pouvoir, le parti Droit et Justice (PiS), de mener des réformes qui ébranlent l'indépendance de son système judiciaire.

Pour ces griefs, la Pologne est toujours condamnée à verser 500.000 euros d'astreinte journalière - qui s'élevait à l'origine à un million d'euros depuis sa condamnation par la Cour de justice de l'UE novembre 2021. Par ailleurs à la mi-mai, Bruxelles aurait été sur le point de débloquent les fonds du plan de relance européen qui devaient revenir à la Pologne, gelés en raison du refus du pays de réformer sa justice.

En France, l'opposition veut relancer le bras de fer autour des retraites

Déclaré « recevable » mais sujet à un vif débat sur sa constitutionnalité, un texte d'abrogation de la retraite à 64 ans en France était mardi au cœur d'un bras de fer entre les oppositions et un camp présidentiel déterminé à empêcher un vote à l'Assemblée nationale.

La proposition de loi présentée par le groupe centriste LIOT doit être examinée mercredi par la Commission des affaires sociales, avant d'arriver le 8 juin dans l'hémicycle.

Malgré de faibles chances d'aboutir sur le plan législatif, elle maintient la flamme des opposants à la réforme promulguée mi-avril et porte une dimension politique telle qu'elle inquiète le gouvernement.

« On ne ment pas aux Français en portant, avec la plus grande démagogie, un texte dont chacun sait ici, pertinemment, qu'il serait censuré par le Conseil constitutionnel », a lancé la première ministre, Élisabeth Borne, devant les députés.

« Il ne doit pas y avoir de débat sur cet article, qui est clairement inconstitutionnel », avait dit peu avant la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

Mais Eric Coquerel, du parti de gauche radicale Les Insoumis, n'est pas de cet avis : « J'ai décidé de rendre recevable la proposition de loi. »

Il livrait devant la presse une décision sans surprise, après avoir été saisi en tant que président de la Commission des finances par des élus de la majorité l'ap-



pelant à faire barrage au nom de la Constitution.

Entouré de plusieurs élus de la coalition de gauche NUPES, M. Coquerel a dénoncé des « pressions qui ont été faites ces derniers jours », notamment de la part de la première ministre, Élisabeth Borne.

Le « coût » de la proposition

Au cœur de ces joutes aux apparences très juridiques, l'article 40 de la Constitution. Il prévoit que les initiatives des parlementaires ne sont pas recevables si

elles entraînent un alourdissement des charges publiques. Or, le texte de LIOT coûte « plus de 20 milliards », martèle le camp présidentiel.

Eric Coquerel, se défendant de toute « logique partisane », a argumenté en faveur de la recevabilité en faisant valoir « les droits des oppositions » et la « souplesse » traditionnelle sur les propositions de loi.

Quelle issue à ce dialogue de sourds ? Après le feu vert de M. Coquerel, le camp présidentiel garde des atouts dans sa

manche pour tenter d'empêcher un vote.

Il espère dans un premier temps réussir à supprimer mercredi l'article d'abrogation des 64 ans lors de son examen en commission. Ce qui obligerait le groupe LIOT à réintroduire sa mesure par un amendement avant le 8 juin. Un scénario qui autoriserait la présidente de l'Assemblée nationale à brandir elle-même le couperet de la recevabilité financière.

« Séisme politique » à l'horizon ?

« Je prendrai mes responsabilités », a dit mardi Yaël Braun-Pivet, laissant entendre qu'elle allait le faire, après avoir été critiquée dans son camp pour ne pas avoir fait barrage plus tôt. « J'entends des gens dire : ce serait antidémocratique d'empêcher le vote [sur la proposition de LIOT], je trouve ça dingue parce que c'est l'application de la loi, et il n'y a rien de plus démocratique que d'appliquer la loi », a-t-elle déclaré.

La présidente « a changé de pied, rappelée par la patrouille de l'Élysée et de Matignon », a commenté le député LIOT Benjamin Saint-Huile.

La majorité taxe le texte d'abrogation de « populiste » et d'« arnaque ». Car même adopté par l'Assemblée, il n'aurait « aucune chance » d'aller au bout de son parcours parlementaire, a plaidé Mme Braun-Pivet.

En attendant, les syndicats ont appelé les salariés à participer massivement à une quatorzième journée de mobilisation, le 6 juin, contre la réforme des retraites, qui a porté l'âge de départ de 62 à 64 ans.

France: Débats houleux à l'Assemblée sur un texte d'abrogation de la réforme des retraites

Présenté par le groupe centriste Liot, un texte d'abrogation de la controversée réforme des retraites était au cœur des débats, mardi, à l'Assemblée nationale avec en toile de fond la question de "la recevabilité" de cette proposition de loi soutenue par l'opposition de gauche, le RN et certains députés LR.

Les députés peuvent-ils voter une loi pour annuler une autre loi ? Déclaré "recevable" mais sujet à un vif débat sur sa constitutionnalité, un texte d'abrogation de la retraite à 64 ans était plus que jamais, mardi 30 mai, au cœur d'un bras de fer entre les oppositions et un camp présidentiel déterminé à empêcher un vote à l'Assemblée nationale.

La proposition de loi présentée par le groupe centriste Liot (Libertés, Indépendants, Outre-mer, Territoires) doit être examinée mercredi en commission des Affaires sociales, avant d'arriver le 8 juin dans l'Hémicycle.

Et malgré de faibles chances d'aboutir sur le plan législatif, elle maintient la flamme des opposants à la réforme promulguée mi-avril et porte une dimension politique telle qu'elle inquiète le gouvernement.

"On ne ment pas aux Français en portant, avec la plus grande démagogie, un texte dont chacun sait ici, pertinemment, qu'il serait censuré par le Conseil constitutionnel", a lancé mardi la Première ministre, Elisabeth Borne, devant les députés lors de la séance des questions d'actualité au gouvernement.

La présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, est aussi montée au créneau. "Il ne doit pas y avoir de débat sur cet article qui est clairement inconstitutionnel", a-t-elle dit sur France 2 en référence à la mesure d'abrogation au cœur du texte soutenu par la gauche, le Rassemblement



national (RN) et certains députés Les Républicains (LR).

Mais l'insoumis Éric Coquerel a rapidement répliqué depuis le Palais Bourbon : "J'ai décidé de rendre recevable la proposition de loi". Il livrait devant la presse une décision sans surprise, après avoir été saisi en tant que président de la commission des Finances par des élus de la majorité l'appelant à faire barrage au nom de la Constitution.

Entouré de plusieurs élus de la coalition de gauche Nupes, Éric Coquerel a dénoncé des "pressions qui ont été faites ces derniers jours", notamment de la part d'Élisabeth Borne. "Je trouve un peu paradoxal que l'exécutif se mêle à ce point d'une décision purement parlementaire", a-t-il attaqué.

Un alourdissement des charges publiques ?

C'est une "décision partisane et politicienne" d'Éric Coquerel, une "atteinte grave à nos institutions", ont riposté les présidents des groupes de la majorité (Renaissance, MoDem, Horizons). Ce texte est "incon-

testablement irrecevable", a renchéri le rapporteur général du budget, Jean-René Cazeneuve (Renaissance).

Au cœur de ces joutes aux apparences très juridiques, l'article 40 de la Constitution. Il dispose que les initiatives des parlementaires ne sont pas recevables si elles entraînent un alourdissement des charges publiques. Or le texte de Liot coûte "plus de 20 milliards", martèle le camp présidentiel.

Éric Coquerel, se défendant de toute "logique partisane", a argumenté en faveur de la recevabilité en faisant valoir "les droits des oppositions" et la "souplesse" traditionnelle sur les propositions de loi.

Quelle issue à ce dialogue de sourds ? Après le feu vert d'Éric Coquerel, le camp présidentiel garde des atouts dans sa manche pour tenter d'empêcher un vote.

Il espère dans un premier temps réussir à supprimer, mercredi, l'article d'abrogation des 64 ans lors de son examen en commission. Ce qui obligerait le groupe Liot à réintroduire sa mesure par un amendement avant le 8 juin. Un scénario qui autoriserait

la présidente de l'Assemblée à brandir elle-même le couperet de la recevabilité financière.

Un texte "populiste", selon la majorité

"Je prendrai mes responsabilités", a dit mardi Yaël Braun-Pivet, laissant entendre qu'elle allait le faire, après avoir été critiquée dans son propre camp pour ne pas avoir fait barrage plus tôt. "J'entends des gens dire : 'ce serait anti-démocratique d'empêcher le vote' (de la proposition Liot), je trouve ça dingue parce que c'est l'application de la loi et il n'y a rien de plus démocratique que d'appliquer la loi", a-t-elle insisté.

La présidente "a changé de pied, rapelée par la patrouille de l'Élysée et de Matignon", a commenté le député Liot, Benjamin Saint-Huile.

La majorité taxe le texte d'abrogation de "populiste" et d'"arnaque". Car même adopté par l'Assemblée, il n'aurait "aucune chance" d'aller au bout de son parcours parlementaire, plaide-t-elle.

Mais l'argument n'est pas bon, selon le groupe Liot emmené par le député Bertrand Pancher, confiant en une possible victoire le 8 juin en fédérant les voix de la gauche, du RN et de certains LR. "Je ne vois pas comment le président Macron pourrait ne pas tenir compte" d'un vote de l'Assemblée, ce serait un "séisme politique".

"La macronie veut encore imposer la volonté du monarque présidentiel. Sommes-nous encore en démocratie ? En République non", a lancé sur Twitter le leader insoumis, Jean-Luc Mélenchon.

Si la majorité parvient à éviter un vote le 8 juin, "ce serait un approfondissement de la crise démocratique", a tonné le député communiste Sébastien Jumel.

L'âpre bataille sur la dette se déplace au Congrès

Une dure bataille s'annonce cette semaine au Congrès américain qui va examiner l'accord sur la dette, scellé durant le week-end par le président Joe Biden et le dirigeant républicain Kevin McCarthy pour éviter aux États-Unis un défaut de paiement cataclysmique.

« Nous sommes parvenus à un accord budgétaire bipartisan que nous sommes prêts à soumettre à l'ensemble du Congrès », a déclaré M. Biden lors d'une brève apparition devant les médias dimanche soir à la Maison-Blanche.

« L'accord permet d'éviter la pire crise possible : un défaut de paiement pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une récession économique, des comptes épargne retraite dévastés, des millions d'emplois perdus », a poursuivi le président. « Cet accord part maintenant à la Chambre des représentants et au Sénat. J'invite fermement les deux chambres à l'adopter », a-t-il ajouté.

M. Biden et le chef républicain au Congrès, Kevin McCarthy, ont mis la dernière main dimanche à cet accord de principe sur le relèvement du plafond de la dette américaine, annoncé la veille après des négociations marathon, et qui permet d'éloigner la menace d'un défaut de paiement à partir du 5 juin.

Mais l'accord doit recevoir l'aval d'un Congrès divisé et fait déjà l'objet d'une fronde d'élus progressistes et conservateurs, certains parlant d'une « capitulation ».

« Il ne satisfait peut-être pas tout le

monde, mais c'est un pas dans la bonne direction auquel personne ne s'attendait », s'est défendu dimanche le leader républicain sur la chaîne Fox News.

Il a prédit qu'une « majorité » d'élus républicains voterait le texte.

La Chambre des représentants, où les républicains disposent d'une fragile majorité de 222 contre 213, votera mercredi. Viendra ensuite le Sénat, contrôlé de peu par les démocrates (51-49).

Le chef des démocrates au Sénat, Charles Schumer, qui contrôle la ligne d'action parlementaire, a d'ores et déjà prévenu de s'attendre à des votes vendredi et samedi prochains, avant-veille de la date butoir d'un défaut de paiement.

« Continuons à aller de l'avant en respectant nos obligations et en construisant l'économie la plus forte de l'histoire du monde », a déclaré M. Biden, qui a toutefois admis n'avoir « aucune idée » de si M. McCarthy disposait des voix suffisantes pour faire adopter le texte par le Parlement.

Kevin McCarthy a lui-même estimé que l'accord était « tout à fait digne du peuple américain ».

« Victoire » pour Biden

Les marchés ont réagi avec soulagement lundi à l'annonce de l'accord. À la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 1,53 % à l'ouverture.

Le texte de l'accord a été publié dimanche soir. Dans ses grandes lignes, il relève pendant deux ans, donc jusqu'après



l'élection présidentielle de 2024, le plafond d'endettement public des États-Unis. Celui-ci est actuellement fixé à 31 400 milliards de dollars.

Les dépenses non liées à la défense resteront inchangées l'année prochaine et n'augmenteront que nominalement en 2025.

Il prévoit par ailleurs une baisse de 10 milliards de dollars des fonds alloués aux services fiscaux pour se moderniser et renforcer les contrôles, ainsi que le recouvrement de fonds alloués à la lutte contre la COVID-19 et n'ayant pas encore été dépensés.

Le compromis inclut aussi de nouvelles conditions imposées pour bénéficier de certaines aides sociales, dont les coupons alimentaires.

« Globalement, l'accord représente plutôt une victoire pour Biden et les démocrates, car il contient des coupes budgétaires relativement limitées et évite un autre bras de fer pour le président durant le restant de son mandat », assure le politologue Nicholas Creel, en prédisant « in fine » son

adoption au Congrès.

Crédit politique

MM. Biden et McCarthy jouent leur crédit politique dans cette affaire.

Le premier, qui est candidat à sa réélection, se doit d'éviter une banqueroute aux conséquences potentiellement catastrophiques. Le second cherche à asseoir son autorité après avoir été mal élu au perchoir en début d'année.

Le président Biden avait longtemps refusé de venir à la table des négociations, accusant l'opposition de prendre l'économie américaine en « otage », mais s'y était finalement résolu.

Reste qu'une alliance de circonstance entre élus progressistes et conservateurs pourrait tout faire dérailler.

Des républicains conservateurs ont déjà annoncé leur opposition au texte, comme le représentant Dan Bishop, qui a vilipendé M. McCarthy pour n'avoir « presque rien obtenu ».

Comme toutes les grandes économies ou presque, les États-Unis vivent à crédit. Mais contrairement aux autres pays développés, l'Amérique bute régulièrement sur une contrainte juridique : le plafond de la dette, le montant maximal d'endettement des États-Unis, qui doit être formellement relevé par le Congrès.

Cela a longtemps été une procédure législative de routine. Les républicains en ont fait un instrument de pression politique.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 20th day of July 2023 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by Licitation of a portion of land of **296 square metres** situate at La Rosa, New Grove in the District of Grand Port as per title deed registered and transcribed in TV 201903/000927 which is bounded as follows:- "Au Nord-Est, par le Lot No.19 ci-après sur 21.00m; Au Sud-Est par des réserves de 2.00m de large, longeant un chemin asphalté de 6.00m de large, sur lesquelles le lot présentement décrit aura un droit de passage pour accéder au dit chemin sur 14.10m; Au Sud-Ouest par le Lot No.17 ci-avant décrit sur 21.00m; finalement au Nord-Ouest par les Lots No. 25 et No. 26 du Morcellement VRS 1(A) de New Grove sur 14.10m". Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. The said plot of land is bare. **The said sale is prosecuted at the request of Marie Catherine Sonia THERESE against 1.- Marie Emilie Anne-Lise THERESE and 2.- Marie Aurelie Annalie THERESE.** All parties claiming a right to take inscription of mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 30th day of May 2023.

Me. P. Nathoo
Of No. 10, Georges Guibert Street, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Seven Seven Co Ltd will apply to the District Council of Savanne for a Building and Land Use Permit for a Proposed Conversion and light partitioning of an Existing Commercial Building previously used as shops and victuallers at ground floor to be used as 10 units shop and 4 units victuallers at Royal Road, Souillac.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge in writing to the above- named Council within 15 days from the date of this publication.

Date: 01.06.2023

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Commercial Division)

In the matter of:

THE INSOLVENCY ACT

And

In the matter of:

1. Yen Hsi Yeh, of 2F, No. 128, Lequn 3rd Rd. Zhongshan Dist., Taipei City, Taiwan
2. Apex Fortune Global Limited, having its registered office at c/o Vistra Corporate Services Centre, Wickhams Cay II, Road Town, Tortola, VG1110, British Virgin Islands
3. Leading Enterprise Limited, having its registered office at c/o Palm Grove House, P.O. Box 438, Road Town, Tortola, British Virgin Islands
4. Amber Universal Inc., having its registered office at c/o OMC Chambers, P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, British Virgin Islands
5. United Microelectronics Corp, having its registered office at No. 3, Li-Shin 2nd Road, Hsinchu Science Park, Hsinchu, Taiwan, R.O.C
6. UMC Capital Corporation, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KYI-9005, Cayman Islands

PETITIONERS

And

Octasia Investment Holding Inc, service to be effected at its registered address at c/o Genpro Consulting (Mauritius) Inc. Level 3, Alexander House, 35 Cyberville, Ebene, Mauritius

RESPONDENT

And

1. Actions Capital Investment Inc, having its address at Portcullis Trustnet Chambers, P.O Box 3444, Road Town, Tortola, British Virgin Islands
2. Top Concept Technology Limited, having its address at P.O Box 3152, Road Town, Tortola, British Virgin Islands
3. Mr Wei-Ting Yeh, residing at 905 No.2 Lane 150 Sec.5 Xinyi Road Xinyi District Taipei, Taiwan, service to be effected on his agent and proxy Ms. Aïcha BANU-MONSOOR, of 9A, Rue Patna, Port Louis

CO-RESPONDENTS

Notice is hereby given that a petition for the Winding Up (hereinafter referred to as "*the Petition*") of Octasia Investment Holding Inc (hereinafter referred to as the "Company") was, on Wednesday 24 May 2023, lodged by Yen Hsi Yeh, Apex Fortune Global Limited, Leading Enterprise Limited, Amber Universal Inc., United Microelectronics Corp and UMC Capital Corporation by electronic filing under the Court (Electronic Filing of Documents) Rules 2012.

The said Petition is registered as Cause Number SC/COM/PET/-000389/2023 and the returnable date is the 8 June 2023. Any creditor or contributory of the said Company desirous to support or oppose the making of an Order on the petition may do so by making the necessary appearance by electronic filing either through a legal adviser or in person at the Public Service Bureau located at the Commercial Division of the Supreme Court, New Supreme Court Building, corner of Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis.

A copy of the petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned on payment of the regulated charge for the same, or may be obtained on the electronic filing system.

Under all legal reservations.
Dated at Port-Louis, this 31st day of May, 2023.

Noor MUNGUR
BLC Robert & Associates
Of No 8, Georges Guibert Street, Port Louis
ATTORNEY FOR THE PETITIONERS

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on **Thursday the 20th day of July 2023 at 13.30 hrs**, shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by Licitation of a portion of land of the extent of **12 2/3 Perches** situate at Royal Road, Phoenix in the District of Plaines Wilhems and bounded as follows:- "D'un côté par le surplus du terrain du vendeur sur 62 pieds; Du second côté par R. Gopy sur 82 pieds; Du troisième côté par Moortee Gopy sur 61 pieds; Du quatrième et dernier côté par un chemin de sortie de sept pieds de large pour aboutir sur la Route Royale de Phoenix sur 82 pieds. Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. The whole morefully described in deed transcribed in TV 1350/58. There exists on the above described portion of land a concrete residential building of approximately 3000 square feet provided with water and electricity supply with all that may depend or form part thereof generally whatsoever without any exception or reservations. The house comprises the following:- **GROUND FLOOR:-** 1 bedroom, 1 library room, 1 bathroom & WC, 1 kitchen, 1 living/dining room, 1 open verandah. **FIRST FLOOR:-** 3 bedrooms, 1 bathroom & WC, 1 TV room, 1 kitchen, 1 living/dining room and 1 balcony. There are also 1 EXTERIOR and 1 INTERIOR STAIRCASES. **The said sale is prosecuted at the request of Khadija JAMAL AHMAD, born SOOLTANGOS against 1.- Mohammad Zahoor SOOLTANGOS 2.- Nazeem-Ullah SOOLTANGOS.** All parties claiming a right to take inscription of mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 30th day of May 2023.

Me. P. Nathoo
Of No. 10, Georges Guibert Street, Port Louis.
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the **29th day of May 2023**, has been filed in the Master's Office of the Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Memorandum of Charges containing the Conditions, Clauses and pursuant to which shall take place before the Master's Court, the **Sale by Licitation prosecuted at the request of Mrs Yasmina Abdur Rahman NAUDEER, the lawful wife of Mr Habiboullah RUHOMUTALLY against 1.- Mr Mohammad Nizam ABDUR RAHMAN and 2.- Mr Mohamad Aslam ABDUR RAHMAN of:-** Une portion de terrain de la contenance de **DEUX CENT DEUX METRES CARRES ET SOIXANTE DIX CENTIEMES DE METRE CARRE (202.70 m2) PIN 1113550037** situe au quartier de Port Louis, lieu dit " Rue Shan-E-Islam Mosque" mesurée par Mons. R. BHURTUN, Arpenteur Jure, suivant son rapport enregistre au Reg. LS 99/990702288 et bornée comme suit:- Du premier cote, par un trottoir longeant la Rue Shan-E-Islam Mosque sur trois metres et quarante neuf centimetres (3.49m); Du 2eme cote par Mons. N. Abdur Rahman sur huit lignes mesurant un metre quatre vingt cinq centimetres (1.85m); huit metres dix centimetres (8.10m), trois metres quatre vingt quinze centimetres (3.95m), deux metres cinq centimetres (2.05m), un metre (1m), huit metres quatre vingt quinze centimetres (8.95m), un metre quinze centimetres (1.15m) et deux metres trente centimètres (2.30m), Du 3eme cote par Shan-E-Islam Mosque sur douze metres quatre vingt trois centimetres (12.83m); et du 4eme et dernier cote par Ismael Adamjee Badabhai sur dix neuf metres quarante cinq centimetres (19.45m). The whole morefully described in deed transcribed in TV 1275/102. There exists on the said portion of land a building, partly in concrete and partly in wood and iron sheets. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 30th day of May 2023.

Me. M. I. DAUHOO
Of Cathedral Square, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale

NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I, Labourdonnais S.E Mariamen and Sivasoopramaniam Temple, represented by Mr Chelemben Marday will apply to the District Council of Rivière du Rempart for a Building and Land Use Permit for a proposed demolition, alteration, renovation and extension of existing building (temple as place of worship and the construction of a new toilet block at Labourdonnais Mariamen Kovil, Mapou.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 29.05.23

COMMUNIQUE

MILLAC FOODS DISTRIBUTORS LTD

New Price Milk Powder	Wholesale Price	Maximum Retail Price
GOLDEN COW FULL CREAM MILK POWDER - 1 Kg	Rs.191.17	Rs.237.05
GOLDEN COW FULL CREAM MILK POWDER - 500g	Rs.95.58	Rs.118.52
PETERS INSTANT FULL CREAM POWDER - 1 kg	Rs.191.17	Rs.237.05
PETERS INSTANT FULL CREAM POWDER - 500g	Rs.95.58	Rs.118.52
MILLAC MILK POWDER - 1 kg	Rs.204.33	Rs.253.37
MILLAC MILK POWDER - 500g	Rs.102.16	Rs.126.68

NOTICE UNDER ARTICLE 1398 OF THE CIVIL CODE

Notice is hereby given that in virtue of a deed drawn up by and before Me. M. SOOGUMBUR, Notary Public, dated the 25/08/2020 and duly registered in Reg A202009/000029 and duly rectified by Me. D. PENTIAH, Notary Public dated the 04/05/2021 and duly registered in Reg A202105/000209, and homologated by His Lordship, the Honourable N. F. Oh SAN-BELLEPEAU, Judge on the 04th May 2023, **Mr Anil Kumar RAMNARAIN and Mrs Anju Keerti RAMNARAIN (born CHOOROMONEY), the lawful wife of Anil Kumar RAMNARAIN** who were married on the 03rd October 2008 (Act No. 320 of 2008 – Plaines Wilhems, under the legal system of community of goods, have changed their matrimonial regime, so that in the future, they may be governed by the provisions of the "legal system of separation of goods" conformably under Articles 1475 to 1478 of the Code Napoleon.

Under all Legal reservations.
Dated at Port Louis, this 30th day of May 2023.

Mrs K. D. VARMAH
of Room 405, Chancery House, Lislet Geoffroy St, Port Louis.
Attorney for Mr and Mrs Anil Kumar RAMNARAIN.

NOTICE UNDER ARTICLE 1398 OF THE CIVIL CODE

Notice is hereby given that in virtue of a deed drawn up by and before Me. Rajendra DASSYNE, Notary Public, dated the 12/07/2022 and duly registered in Reg A202207/000545, and homologated by Her Ladyship, the Honourable Mrs R. D. DABEE, Judge on the 23rd May 2023, **Mr Manilal URDHIN and Mrs Soonilal URDHIN (born SOODIN), the lawful wife of Manilal URDHIN** who were married on the 23rd June 2017 (Act No. 307 of 2017 – Riviere du Rempart/Grand Bay, under the legal system of community of goods, have changed their matrimonial regime, so that in the future, they may be governed by the provisions of the "legal system of separation of goods" conformably under Articles 1475 to 1478 of the Code Napoleon.

Under all Legal reservations.
Dated at Port Louis, this 30th day of May 2023.

Mrs S. RAMANO
of Bahemia Building, No. 56, Sir William Newton St, Port Louis.
Attorney for Mr and Mrs Manilal URDHIN.

Mercato

Reiss Nelson bientôt prolongé par Arsenal

Reiss Nelson pourrait se voir offrir un nouveau contrat par son club formateur, Arsenal. Des discussions seraient sur le point d'aboutir entre le club de Premier League et son joueur.

Reiss Nelson serait proche de signer un nouveau contrat avec Arsenal rapporte le journaliste italien, Fabrizio Romano. « Comprenez que des négociations sont actuellement en cours entre les représentants d'Arsenal et de Reiss Nelson pour une prolongation de contrat. Le contrat actuel expire en juin » indique-t-il sur son compte Twitter.

Arsenal veut aller vite pour Reiss Nelson car de nombreux clubs n'ont pas manqué de voir que le joueur arrivait en fin de contrat à la fin de la saison et serait donc une recrue gratuite. « Arteta serait heureux de garder Reiss, tandis que de plus en plus



de clubs européens manifestent leur intérêt pour un éventuel transfert gratuit » ajoute le journaliste. Les dirigeants des Gunners savent ce qu'ils leur restent à faire : convaincre un joueur qui joue peu (4 apparitions en Premier League pour 3 buts et 2 passes décisives) et qui à 23 ans n'a plus de temps à perdre.

Bundesliga : le titre échappe à Dortmund, son action chute

Le titre de champion ne pouvait pas échapper au Borussia Dortmund. Et pourtant, samedi, le Bayern l'a coiffé sur la ligne. Ce choc a eu un impact sur l'action du club de football allemand : elle a dégringolé de près de 30% lundi à la Bourse de Francfort. Entré en bourse en 2000, le Borussia reste le seul club coté en Allemagne.

L'action du club « BVB » a cédé à la clôture 29,7% à 4,29 euros, à l'écart de l'indice des principales valeurs Dax en repli de 0,20%.

L'équipementier Puma de l'équipe portant un maillot aux couleurs jaune et noir a de son côté cédé 0,76%.

Leader de la Bundesliga après 33 journées avec deux points d'avance sur le Bayern Munich, le Borussia Dortmund se devait de gagner pour être certain de décrocher un 9e titre de champion, le premier depuis 2012, et mettre fin à la série de dix sacres consécutifs du Bayern Munich.

La chute, après l'irrésistible montée

Mais au terme d'un final de folie lors de la dernière journée de championnat samedi, le club de la Ruhr a concédé le nul à domicile face à Mayence (2-2), tandis que

le Bayern Munich, vainqueur dans les toutes dernières minutes à Cologne (2-1), a repris la première place du classement grâce à une meilleure différence de buts.

L'action du Borussia Dortmund redescend brutalement après avoir grimpé de 32% la semaine dernière, à 5,93 euros, son plus haut niveau depuis l'automne 2021.

Après que le même Bayern Munich ait perdu son match à domicile contre le RB Leipzig il y a une semaine, les investisseurs avaient parié sur une consécration du BVB à domicile lors d'un ultime match, poussé par son célèbre Mur Jaune. Mais sous une énorme pression les joueurs d'Edin Terzic sont passés au travers. Entré en Bourse en 2000, le Borussia Dortmund reste le seul club coté en Allemagne.

PSG. Inquiétude pour le gardien Sergio Rico, dans un état grave après un accident de cheval

Dimanche 28 mai, le gardien remplaçant du Paris Saint-Germain, Sergio Rico, a été hospitalisé dans un « état grave ». Les raisons de son hospitalisation ne sont pas encore clairement établies, mais il semblerait que le portier parisien soit tombé de cheval.

Victime d'un accident de cheval en Andalousie, Sergio Rico aurait été hospitalisé « dans un état grave » ce dimanche 28 mai a annoncé un porte parole du PSG, sans donner de détails sur les circonstances de l'accident.

Les sources hospitalières consultées par l'agence de presse espagnole EFE indiquent que Rico serait tombé d'un cheval dans le village d'El Rocio, dans la province de Huelva. Mais des personnes de l'entourage du gardien ont indiqué à As qu'il aurait été frappé au cou par un cheval qui s'est emballé, provoquant un traumatisme crânien. Relevo, site web sportif espagnol, affirme que l'incident s'est produit



à 9h du matin.

Victime d'un traumatisme crânio-cérébral, Rico a été transporté en hélicoptère à l'hôpital Virgen del Rocío de Séville, où il a été placé sous assistance respiratoire, selon la chaîne de télévision locale Canal Sur. Aux dernières nouvelles, il souffrirait d'une hémorragie cérébrale.

Dans un tweet de soutien, le PSG a assuré être en « contact permanent avec l'entourage de son joueur ». Certains joueurs de l'effectif parisien comme Marco Verratti ont également tenu à soutenir leur coéquipier via les réseaux sociaux.

Sergio Rico, gardien remplaçant du PSG, était sur le banc parisien lors du match nul à Strasbourg (1-1) samedi 28 mai, scellant le 11e titre de champion de son club. Doublure de Gianluigi Donnarumma, il n'a disputé aucun match cette saison.

Trophées UNFP : Mbappé pour la 4e fois, Samba, Delphine Cascarino et l'entraîneur Franck Haise

Les prix du syndicat des joueurs ont été décernés ce dimanche soir à Paris. Le Parisien Kylian Mbappé glane un quatrième trophée et la Lyonnaise Delphine Cascarino remporte pour la première fois celui de la meilleure joueuse, comme le Lensois Franck Haise pour le poste d'entraîneur.

Kylian Mbappé a été élu meilleur joueur de Ligue 1 par ses pairs pour la quatrième saison consécutive, lors de la cérémonie des Trophées UNFP, dimanche au pavillon Gabriel à Paris.

Le roi Kylian IV étend son règne avec un quatrième titre consécutif de meilleur joueur de la saison, dimanche aux Trophées UNFP, qui ont également couronné Franck Haise, l'entraîneur lensois, dauphin du Paris Saint-Germain.

« Laisser mon nom dans l'histoire »

Un nouveau record pour le vorace Mbappé, capitaine de l'équipe de France et du Paris Saint-Germain. Il dépasse désormais Zlatan Ibrahimovic, trois fois couronné de ce prix décerné par le syndicat des joueurs (UNFP) depuis 1994, où les lauréats sont désignés par le vote de leurs pairs.

Il a évoqué sa « fierté. Laisser mon nom dans l'histoire du championnat de mon pays, c'est extraordinaire, c'est ce que j'ai toujours voulu, je ne pensais pas que j'allais réussir aussi vite ».

Mbappé devance notamment son coéquipier Lionel Messi, absent à la cérémonie au pavillon Gabriel, à deux pas des Champs-Élysées.

Son trophée lui a été remis par son

sélectionneur, Didier Deschamps, et ses premiers mots ont été pour son coéquipier Sergio Rico, gardien remplaçant, victime dimanche matin d'un grave accident de cheval.

« Il y a des choses beaucoup plus importantes que le foot, l'ensemble du club est avec lui, je voulais avoir le sens des priorités en parlant en premier de ça », a dit Mbappé.

Les champions de France repartent avec un autre prix, celui de meilleur espoir, attribué au latéral gauche portugais Nuno Mendes.

Les dauphins lensois aussi récoltent deux prix prestigieux, car le roi du banc vient de la mine. En trois ans, Franck Haise a bâti à Lens une équipe en progrès constants jusqu'à la deuxième place de L1, derrière l'intouchable PSG, avec pourtant le 10e budget du pays.

Le successeur de Bruno Genesio au palmarès a qualifié les Sang et Or pour leur première Ligue des champions depuis 2002-2003. « C'est la reconnaissance d'un club, d'un collectif, ce sera toujours ça de plus important », a dit Franck Haise sur scène, saluant son « groupe exceptionnel, avec parfois de la musique un peu forte pour les oreilles, un groupe exceptionnel depuis trois saisons ».



La belle saison lensoise doit aussi beaucoup au nouveau meilleur gardien de Ligue 1, Brice Samba, élu un an après Gianluigi Donnarumma.

Si Karim Benzema a conservé son prix de meilleur français de l'étranger, chez les féminines, le trophée de meilleure joueuse de la D1 Arkema ne devrait pas consoler la Lyonnaise Delphine Cascarino, blessée au genou et forfait pour la Coupe du monde.

Un prix Just Fontaine du plus beau but

Elle a reçu son prix des mains de Jean-Michel Aulas, pour ses adieux à la présidence. Ce pionnier du football féminin compte aussi dans ses rangs la meilleure gardienne, la Chilienne Christiane Endler, ses rivaux du PSG se contentant de la meilleure espoir, Laurina Fazer.

En L2, l'international Géorgien de Metz Georges Mikautadze s'est imposé, Le Havre, leader toute la saison et en passe de remonter en L1, a le meilleur entraîneur, le Slovène Luka Elsner, et le meilleur gardien, Arthur Desmas.

Du côté des directeurs de jeu, François Letexier a été élu meilleur arbitre central et Hicham Zakrani, qui officie auprès de Benoît Bastien, meilleur assistant.

Un prix d'honneur posthume a été attribué à Just Fontaine, légendaire meilleur buteur de la Coupe du monde 1958 avec 13 buts, mort cette année, et son nom sera désormais accolé au prix du plus beau but de la saison, en L1 comme en L2.

Le vote du public a choisi cette année le Montpelliérain Elye Wahi pour son retourné acrobatique contre Lyon, et en L2 le Stéphanois Mathieu Cafaro pour un but contre Annecy.

Enfin le trophée de joueur citoyen a été attribué à Marshall Munetsi, qui donne une part de son salaire à son association pour l'accès à l'éducation des jeunes au Zimbabwe. « D'où je viens l'éducation n'est jamais gratuite, 10 ou 20% de mon salaire ça peut permettre de changer des vies », a dit le Rémois, un autre souverain de la soirée.

Mercato

Premier League: Le stade totalement archaïque de Luton Town, qui va retrouver l'élite la saison prochaine

Tout juste promu en Premier League après une victoire sur tirs au but (1-1, 6-5 tab) face à Coventry, Luton Town va devoir procéder à de nombreux travaux pour homologuer Kenilworth Road, son stade, qui pour l'instant ne remplit pas les obligations du championnat anglais.

Après l'exploit et la montée en Premier League gagnée dans un match de barrage face à Coventry (1-1, 6/5 tab), Luton Town démarre une course contre la montre. Le club de Championship, qui n'avait jamais connu la Premier League sous son format actuel, va devoir mettre à jour son enceinte, Kenilworth Road, pour espérer pouvoir accueillir les matchs de l'élite anglaise la saison prochaine.

Des travaux à hauteur de 10 millions de livres

Kenilworth Road deviendra la saison prochaine le plus petit stade de Premier League et, surtout, nécessitera également une mise aux normes très rapide cet été. Entre 8 et 10 millions de livres devront être dépensés pour embellir le terrain, avec des installations de presse rinnovées, de nouvelles unités de diffusion et des projecteurs, tous exigés par la Premier League.

Au rayon des évolutions obligatoires, la tribune de presse, qui devra compter au moins 50 sièges la saison prochaine, contre seulement 29 disponibles aujourd'hui. Luton devra également construire une salle de conférence de presse pouvant accueillir au moins 70 personnes, les conférences de presse d'après-match de Luton se tenant actuellement dans le Nick Owen Lounge, un bar populaire utilisé par les supporters avant les matchs et à la mi-temps.

Plus de postes de commentaires, de caméras, de projecteurs...

La Premier League requiert aussi une

amélioration de son portique de télévision, au moins 15 points de commentaires télévisés, 15 autres points de commentaires pour la radio radio, sept spots de présentation en bord terrain, des dispositions pour les caméras VAR... Luton devra aussi revoir la puissance de ses projecteurs, pour l'instant jugée trop faible pour permettre la diffusion de la Premier League.

Le stade n'a pratiquement pas changé depuis le printemps 1992 et la relégation en D2 de Luton Town, qui n'avait donc jusqu'ici jamais connu la Premier League dans sa version moderne. L'entrée de la tribune Oak Road se fait par une porte ressemblant à une porte de maison, à tel point que l'enceinte passe inaperçue dans la ville lorsqu'il n'y a pas match.

Un accès au stade au milieu des jardins des voisins

Pour accéder au stade, les tourniquets sont encastrés dans une rangée de maisons mitoyennes, puis une passerelle conduit les supporters à monter des marches métalliques et à traverser les jardins des voisins. A Luton, les tribunes sont si proches du terrain que les personnes au premier rang peuvent tendre la main et toucher les joueurs. L'aïlleur de Sunderland Amad Diallo pourra en témoigner, victime d'une bousculade d'un supporter en tribunes lors des demi-finales de barrages pour la montée.

Ce stade où les poutres métalliques limitent la vue des supporters en tribunes va



vivre de grands travaux de rénovation cet été, grâce à un plan déjà mis en place la saison dernière, avant la défaite contre Huddersfield Town en demi-finale des play-offs. Après la montée, le conseil local est chargé de le faire appliquer au plus vite.

"Haaland passera par l'autre entrée de merde que nous avons"

"Je pense que ce sera un atout pour la Premier League, déclare Gary Sweet, directeur général de Luton à The Athletic concernant son enceinte si particulière. C'est la vraie vie, le vrai football. C'est l'histoire et la tradition qui se déroulent ici. Ce n'est pas un stade stérile. C'est vivant, c'est émouvant, c'est la joie et les larmes. Si vous

ne pouvez pas l'accepter, c'est que vous n'aimez pas le football."

"Haaland ne passera pas par cette entrée, répond-t-il aux photos défilant sur Twitter, montrant les portes du stade ressemblant à celles d'un foyer familial. Il passera par l'autre entrée de merde que nous avons. Il n'y a pas de grande entrée ici. Il faut l'accepter. Et nous le ferons. Les gens peuvent se moquer de nous, mais cela ne nous dérange pas. Nous avons la peau dure et, en fait, cela montre un peu de peur." Mais les jours de Kenilworth Road sont comptés, un nouveau stade est enfin sur le point d'être construit pour Luton.

Crystal Palace s'apprête à signer Jefferson Lerma de l'AFC Bournemouth

JEFFERSON Lerma a accepté de rejoindre les rivaux de Cherries en Premier League, Crystal Palace, selon le Daily Echo.

Signature du record du club de Cherries pour 25 millions de livres sterling de Levante en 2018, la tenue du Dorset ne récupérera aucun des frais payés alors que Lerma part en transfert gratuit.

Proposé un contrat de quatre ans dans la capitale, cette décision marque sans doute la dernière opportunité pour Lerma d'un contrat financier lucratif, le milieu de terrain ayant 29 ans en octobre.

Sélectionné 33 fois par la Colombie, Lerma a débuté sa carrière avec l'Atletico Huila dans son pays d'Amérique du Sud natal.

Les liens vers un retour en Espagne ont été étouffés avec des clubs de Premier League capables de maîtriser financièrement les prétendants potentiels sur le continent.

Alors que les clubs en dehors de l'Angleterre peuvent faire des offres aux joueurs dont les contrats expirent six mois avant la fin de leurs contrats, les clubs nationaux doivent attendre la fin de la saison avant de conclure des précontrats.

Si le Colombien joue le dernier match de Premier League de la saison des Cherries à Everton dimanche (16h30), il atteindra 100 apparitions de haut niveau.

Au total, il a fait 183 apparitions en rouge et noir, marquant 12 buts.



N'ayant raté qu'un seul match de Premier League toute la saison, le retour de cinq buts de Lerma cette campagne est son meilleur décompte depuis qu'il a rejoint Cherries.

Depuis qu'il a rejoint Cherries, Lerma a été un pilier de l'équipe, étant régulièrement nommé dans le onze de départ sous cinq managers différents.

Nommé joueur de l'année du Daily Echo / Micky Cave AFC Bournemouth par les fans, le joueur de 28 ans aurait pris son temps pour prendre sa décision en raison d'une forte affection pour le club et la base de fans.

Par coïncidence, Palace se retrouve dans une situation similaire avec sa propre star. Wilfried Zaha, qui s'est blessé lors du voyage de Bournemouth à Selhurst Park plus tôt en mai, est un autre joueur dont le contrat expire.

Le joueur de 30 ans se serait vu offrir 200 000 £ pour rester avec les Eagles.

Une destination prestigieuse qui se confirme pour Sacha Boey

Malgré une fin de saison décevante, Arsenal ne se laisse pas abattre et s'apprête déjà à conclure un gros coup du côté de Galatasaray. Présent en Ligue des Champions la saison prochaine, le club aurait fait de Sacha Boey une priorité pour étoffer la charnière défensive.

Selon les mises à jour d'informations tweetées par Fabrizio Romano, Arsenal fait partie des deux clubs anglais qui ont été briefés des conditions de faisabilité d'un transfert de Boey. Les membres du conseil d'administration du club turc étaient à Londres cette semaine pour discuter avec les clubs anglais susceptibles d'accueillir le joueur.

Galatasaray exigerait pas moins de 25 millions pour laisser l'arrière droit franco-camerounais partir. A noter Sacha Boey a récemment changé d'agent. Il est désormais représenté par CAA Stellar, qui devrait alors s'assurer de l'aider à faire le meilleur choix. Il y aurait donc de fortes chances que Sacha Boey soit un joueur de Premier League la saison prochaine.

Vu par l'un des anciens d'Arsenal comme un vrai talent, Sacha Boey serait perçu comme la recrue idéale pour apporter plus de soutien en défense. Si l'intérêt est réel, le journaliste italien ajoute qu'il n'y a pas encore eu de discussions entre les deux parties à ce stade.

L'arrière droit a joué 31 matchs TCC cette saison, a marqué un but et délivré 4 passes décisives. Titulaire sur 88% des rencontres en championnat, il cumule un temps de jeu de plus de 2 600 minutes.



Parcours de Sacha Boey, coûts des transferts, rémunération et plus

Sacha Boey a une valeur marchande de 11 millions d'euros sur Transfermarkt. Son contrat avec Galatasaray court jusqu'en juin 2025. Il est rémunéré 560 000 euros par an, soit 364 000 000 FCFA.

Très bientôt, Galatasaray disputera un match du championnat de Turquie face à MKE Ankaragücü. La société de paris 1xbet (vous pouvez télécharger 1xbet ici) propose les cotes suivantes pour ce match – Galatasaray gagne à 1,42, un match nul est évalué à 4,30 et MKE Ankaragücü gagne à 5,00.